L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. RUE DE CHARTRES No Entre Conti et Bienville

G. F. WEISSE, F. LIMET. — A. DUFOUR, G. HARRY. — {EDITEURS-PROPRIÉTAIRES

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN, 17 MAI. — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 17 MAI 1861.

☞ Voir la seconde page, pour:

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DÉPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à Penaud de ce jour.

Par O. Lesumont, Blanche & Co, à 10 heures, à leur magasin d'aquet, rue de Chartres No 69—Bottes, souliers, bridges, neufs et habillements d'été.

Par Bernard Turpin, à 10 heures et demie, sur la Levée au long de la rue St. Philippe—Oranges et limons.

Par Placide J. Spear, à midi, dans la rue de Chartres No 74, entre Bienville et Conti—Beaux meubles en acajou et une excellente machine à coudre de Singer.

Par D. E. Murphy, à 11 heures et demie, à l'entrepôt Home, dans la rue Nouvelle Levée, entre Poydras et Lafayette—Farine.

A 11 heures, à l'entrepôt de Lyttle —Maïs.

Par le Shériff, à 10 heures et demie A. M., au No 8, Front Levee, 2me district — Fonds d'un café et d'un saloon d'huitres. A midi, au City Hotel, rue de la Commune—Un terrain de valeur, améliorés, situé rue Philippe, entre celles Poydras et Perdido.

Le blocus et le coton.

On nous donne comme certain que le blocus doit commencer dans quelques jours. La notification a dû en être faite aux ministres étrangers à Washington, et le gouvernement de Lincoln a eu la magnanimité de déclarer qu'un délai de quinze jours, à partir de l'apparition de l'escadre de blocus, serait accordé aux navires étrangers qui se trouveraient dans le port bloqué. Passé ce délai, il ne sera plus permis à un bâtiment ni de sortir ni d'entrer. Nous ne savons rien de positif sur la réponse qui a été faite par les ministres étrangers à la notification qu'ils ont reçue, mais ce que nous pouvons affirmer c'est qu'au mois de septembre prochain le blocus, s'il existe encore de nom, n'existera plus de fait. A l'appui de cette assertion, nous n'avons besoin de fournir qu'un seul argument qui prime toutes les considérations politiques et diplomatiques—il faut que le coton sorte des ports du Sud.

Les chiffres suivants, puisés dans les statistiques de la Grande-Bretagne, prouvent surabondamment que cette puissance ne peut se passer de notre coton et qu'à tout prix, même au prix d'une intervention armée, elle devra obtenir la levée du blocus.

En 1859, la Grande-Bretagne a exporté pour une valeur de 47,070,910 livres sterling (ou 235,104,600 en dollars) de cotons manufacturés. Sa consommation a été dans la même année de £24,0 0,000 ou $120,000,000. Son intérêt dans la recolte de coton de 1859 s'est donc élevé à $355,101,600.

Sur cette somme, qui représente la valeur des cotons manufacturés chez elle dans une année, elle a payé pour la matière première aux Etats-Unis 140 millions de dollars, ce qui laisse pour la valeur créée par son industrie une somme de 215 millions de dollars.

La question est de savoir si la Grande Bretagne peut consentir à la suppression d'une récolte de coton, qui la priverait d'un revenu industriel de 215 millions de piastres, et qui, en arrêtant l'industrie cotonnière, mettrait en chômage une population de cinq millions de travailleurs. Il n'y a pas deux réponses à une pareille question. On sait quelle lutte gigantesque a soutenue l'Angleterre pour briser le blocus continental, imaginé par Napoléon Ier pour détruire sa puissance commerciale. Ses efforts ont été attestés par une dette de quinze milliards, mais elle a fini par triompher. M. Lincoln n'est pas un Napoléon, et il n'en coûtera pas beaucoup au gouvernement britannique pour lui rompre en visière directement ou pour fournir aux Etats Confédérés quelques frégates pour disperser les escadres de blocus des républicains nordistes.

Ce que nous avons dit de la Grande Bretagne est applicable, dans une proportion moindre, à diverses puissances européennes. La France est, si nous elle, la nation qui consomme le plus de coton, un demi-million de balles environ, qui alimentent les districts manufacturiers de la Normandie, de l'Alsace et de plusieurs autres départements.

La matière première vendue par les Etats du Sud à l'Europe est evaluée annuellement à 200 millions de dollars, ou à un milliard de francs, mais après avoir subi diverses transformations dans les manufactures, elle représente trois fois la même valeur, c'est à dire trois milliards de francs. Et c'est un commerce aussi vaste que M. Lincoln a l'intention de supprimer avec sa petite flotte de bateaux à vapeur et ses trois ou quatre frégates.

Le blocus ne aurait pas seulement pour effet de ruiner ses vastes intérêts qui se rattachent à l'industrie cotonnière, il porterait atteinte à d'autres intérêts non moins graves et non moins importants, à ceux du commerce d'exportation en Europe. Chacun de nos lecteurs peut juger de l'étendue de ces intérêts par le commerce français de la Nlle-Orléans.

S'il plaît à M. Lincoln et à son cabinet de ruiner leur propre pays par un tarif absurde et une guerre plus absurde encore, ils ne peuvent pas espérer que l'Europe entière laissera mettre en péril ses intérêts commerciaux jusqu'à concurrence d'une valeur annuelle de quatre milliards pour respecter un blocus qui ne pourra jamais être effectif sur une étendue de quinze cent lieues de côtes. L'Angleterre, pour sa part, préférerait déclarer la guerre à Lincoln que de s'exposer à voir ses millions d'ouvriers sans travail assaillir et mettre en danger sa tranquillité domestique. La France de son côté, ne supportera pas davantage qu'on ruine une des branches les plus importantes de son industrie et elle ne faillira pas à donner à ses nationaux établis dans le Sud la protection qu'ils attendent d'elle.

Une intervention directe de la part des puissances européennes n'est même pas indispensable pour affranchir les ports du Sud des croiseurs de M. Lincoln. Les intérêts menacés ont le droit le se défendre, et les Etats Confédérés trouveront dans les ports cotonniers d'Europe une aide assez puissante pour lutter avantageusement contre la marine du Nord. Le port de Liverpool peut à lui seul équiper et armer une flotte de steamers et les vendre à crédit au gouvernement de Montgomery. Il n'en faudra pas plus pour briser le blocus et donner aux escadres d'observation le droit d'intervenir, en vertu de ce principe du droit des gens que les neutres ne sont obligés à respecter le blocus qu'autant qu'il est effectif.

Quelque soit le cours des événements, nous avons la conviction que le blocus, en admettant qu'il soit jamais effectif, ne durera pas plus de quelques jours et nous croyons que le commerce peut baser ses opérations sur cette assurance.

FORCES NAVALES DES ETATS-UNIS. — D'après le *Scientific American*, les forces navales des Etats Unis se composent de sept frégates à hélice, 5 corvettes à hélices, 4 corvettes à vapeur à roues, 3 corvettes à voiles. Total, 24 batiments portant 346 canons.

FORCES DES ETATS UNIS A WASHINGTON—Le *New York Herald* du 11 courant dit que les forces concentrées à cette date à Washington consistent en 25,000 hommes et six compagnies d'artillerie volante, avec 36 pièc es de campagne On parait être incomplètement renseigné au *Mor'l* sur l'état des forces confédérées en Virginie.

THÉORIE DE L'ART MILITAIRE.—On peut se procurer dès à présent, à l'imprimerie Thézard, ou chez MM. Guerineau et Holle, une théorie de l'art militaire comprenant toutes les instructions nécessaires pour les exercices et les manœuvres d'infanterie. C'est un ouvrage indispensable aux volontaires, et aux miliciens disponible aux officiers et sous-officiers. Ce manuel bien qu'aux officiers et sous-officiers. Ce manuel bien qu'aux officiers et sous-officiers. Ce manuel bien qu'